49e ANNÉE. — N° 17.008

DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX

AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.

LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et limitrophes 8 50 16 f. 30 f.
France et Colonies... 9 » 17 f. 32 f.
Etranger ..... 10 20 f. 40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

Le numéro 10 c.

SAMEDI 25 JANVIER 1919

Conv. de saint Paul

SOLEIL : lever 7h31 ; coucher 4h58
LUNE : nouvelle le 31 ; P. Q. le 7

Le Brésil en deuil

En la personne du président de la République, M. Rodrigues Alves, qui vient de mourir à Rio-de-Janeiro, le Brésil perd un de ses plus grands hommes d'Etat et un administrateur de premier ordre, qui marquera au premier rang dans son histoire pour les services considérables qu'il lui a rendus au cours d'une longue et brillante carrière. On le trouve déjà lancé dans la politique sous l'empire. Dom Pedro II, qui se connaissait en hommes, le distingua parmi les députés qui siégeaient à l'Assemblée nationale et lui confia l'administration de São Paulo. Le régime impérial venait d'abolir l'esclavage. Il fallait de rares qualités d'administrateur, un esprit à la fois souple et ferme, pour résoudre les difficultés graves qui ne pouvaient manquer de se produire dans cet Etat, l'un des plus riches et des plus populeux de l'empire. Rodrigues Alves se montra digne du choix de l'empereur. Il s'acquitta à son honneur de la tâche qui lui avait été confiée, et dès lors sa réputation était fondée.

Quelques années plus tard, la République ayant été proclamée au Brésil, il était élu sénateur et revenait dans cet état de São Paulo en qualité de président élu. Et ici se place la première manifestation de ses sentiments de sympathie pour la France. Alors que diverses républiques de l'Amérique du Sud, le Chili entre autres, éblouies par les victoires remportées en 1870-71 par la Prusse sur la France, avaient placé leurs troupes sous la direction de généraux allemands, il demanda à la France de vouloir bien lui envoyer quelques officiers pour organiser la milice de l'Etat de São Paulo.

Une mission fut constituée, sous la direction du commandant Balagny, qui, en peu de temps, « obtint des changements si profonds, a écrit dans un rapport l'éminent ingénieur militaire brésilien M. Liberato Bittencourt, que les hommes de métier ne peuvent s'empêcher d'éprouver une véritable stupéfaction. » Au commandant Balagny succéda plus tard le colonel Nérel frère du très distingué député de Perpignan, qui poursuivit avec succès l'œuvre de son prédécesseur, en obtenant de ses miliciens les meilleurs résultats au point de vue de la cohésion, de l'endurance dans les marches, de la précision dans les manœuvres et de l'habileté dans le tir. Actuellement, l'organisation de la milice de São Paulo est considérée au Brésil comme un modèle, et il a souvent été question, depuis la guerre actuelle, de faire pour les troupes fédérales ce que São Paulo a fait pour sa milice particulière, avec le concours de la France.

Entre temps, Rodrigues Alves continuait, par son habile administration, à donner de nouvelles preuves de sa valeur au point de vue financier et économique, si bien que sa candidature à la présidence de la République s'imposa bientôt dans tout le pays. Dans un moment où les passions politiques agitaient les esprits, l'opinion publique sentit le besoin d'avoir à la tête du gouvernement un homme à la fois conciliant et ferme. Rodrigues Alves fut élu, le 15 novembre 1902, pour le plus grand bien de la République. Il ne tarda pas à apaiser les esprits, et se mit avec persévérance à l'œuvre pour la transformation de la capitale fédérale. A vrai dire, c'est là peut-être son œuvre capitale.

De Rio, la vieille cité bâtie au petit bonheur, où les constructions s'entassaient sans ordre, aux rues étroites, sentes où régnaient en permanence le typhus et la fièvre jaune, il a fait une cité moderne, à coups d'expropriations et de considérables travaux d'embellissement et d'assainissement, avec de larges avenues où circulent à flots l'air et la lumière. Aujourd'hui, Rio est une ville des plus salubres et des plus belles de l'Amérique. Le baron Haussmann n'a pas plus fait pour Paris que Rodrigues Alves pour la capitale fédérale du Brésil. D'autre part, il portait son activité sur l'exécution des grands travaux des ports et des chemins de fer; les principaux ports, si souvent ravagés par la malaria, étaient également assainis, et diverses voies de pénétration s'ouvraient vers l'intérieur. Telle fut son œuvre présidentielle, de 1902 à 1906, œuvre de progrès, dont la postérité lui sera reconnaissante.

Cette reconnaissance s'était déjà manifestée pour lui, attendu qu'il avait été réélu depuis peu président de la République, à l'unanimité et sans concurrent. Dans le programme qu'il avait exposé au banquet qui lui avait été offert à l'occasion de la proclamation de sa candidature, on trouve encore la trace de ses préoccupations en ce qui concerne le développement des communications et des transports, la protection des industries nouvelles, l'essor à donner à la production agricole et la consolidation des finances. Nous nous plaisons à rappeler qu'au point de vue de la politique internationale, son programme comportait le développement de l'influence française au Brésil et reconnaissait combien la France a contribué au progrès brésilien, aussi bien dans le domaine économique et industriel que dans celui de la science, des arts et de la littérature. La France s'associe donc du plus profond de son cœur au deuil qui frappe si cruellement nos alliés du Brésil avec la perte de leur illustre et très regretté président.

Alban DERROJA.

La déréquisition de la flotte marchande française

Paris, 24 janvier. — Nous avons annoncé que le commissariat de la marine marchande se disposait à rendre la liberté complète ou à peu près à la flotte marchande française. Tous les paquebots, cargos mixte et cargos simples seraient déréquisitionnés à bref délai, probablement pour fin mars prochain. Les frets seraient taxés seulement pour les marchandises dites d'Etat, c'est-à-dire achetées par le ravitaillement. Les deux tiers de la capacité des navires seraient réservés à ces marchandises à fret taxé. Le tiers restant serait donné au commerce libre, et les taux de fret seraient également libres.

Grands concours athlétiques

Paris, 23 janvier. — On sait que le général Pershing a invité les commandants en chef des armées de toutes les nations avec lesquelles les Etats-Unis ont été associés pendant la guerre à organiser une grande série de concours athlétiques. Certaine confusion ayant paru se produire pour ce qui concerne le programme de cette manifestation sportive, nous sommes autorisés par le quartier général américain à communiquer à ce sujet les précisions suivantes :

Une liste complète de tous les sports possibles sera adressée à tous les pays qui acceptent l'invitation du général Pershing, et chaque pays sera invité à se faire inscrire pour autant de ces sports qu'il désirera.

Prisonniers rapatriés

Cherbourg, 23 janvier. — Le paquebot français « Lafayette », venant de Rotterdam, a rapatrié 17 officiers et 1,105 soldats français, 187 italiens, 253 serbes, 11 portugais et 26 roumains valides. On compte en plus sur ce navire 626 malades.

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

La proposition Wilson est diversement commentée

Paris, 24 janvier (officiel). — *Le Conseil supérieur de guerre s'est réuni ce matin, de dix heures trente à midi trente. Y assistaient : le Président des Etats-Unis d'Amérique, les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de l'empire britannique, de la France et de l'Italie, ainsi que le ministre de la guerre britannique, le ministre français de l'armement et les représentants du gouvernement japonais.*

Le maréchal Foch, accompagné du général Weygand, le maréchal Haig, le général Pershing, le général Diaz, le général Wilson, le général Macdonogh et les représentants militaires à Versailles des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie étaient également présents.

Le conseil a conféré avec le maréchal Foch et les autres conseillers militaires des alliés au sujet des effectifs à maintenir sur le front occidental par les puissances alliées et associées pendant la durée de l'armistice.

Il a été décidé d'instituer une commission spéciale composée de MM. Churchill, Loucheur, le maréchal Foch, le général Bliss et le général Diaz pour examiner cette question.

Le conseil supérieur de guerre a aussi décidé de recommander aux gouvernements étrangers la création d'une médaille et d'un ruban identique pour toutes les troupes des puissances alliées et associées ayant pris part à la guerre.

Après la réunion du conseil supérieur de guerre, le président des Etats-Unis, les premiers ministres et les ministres des affaires étrangères de l'empire britannique, de la France et de l'Italie ainsi que le représentant du gouvernement japonais, ont tenu une courte séance et ont approuvé la publication et la transmission par T. S. F. de la Déclaration suivante :

Les représentants, actuellement réunis en conférence dans le but d'établir une paix durable entre les nations, sont très émus des nouvelles qui leur parviennent de différentes parties de l'Europe et de l'Orient. D'une manière répétée, il a été fait usage de la force pour prendre possession de territoires sur la légitime revendication desquels la Conférence de la paix doit être appelée à se prononcer.

Les gouvernements pensent qu'ils ont le devoir de faire entendre un avertissement solennel et de déclarer que tout état de possession acquis par la force fera le plus grand tort à la cause de ceux qui recourent à de tels moyens.

Ceux qui emploient la force feront présumer qu'ils doutent de la justice et de la validité de leurs revendications, qu'ils se proposent de substituer la possession à la preuve de leur droit et de fonder leur souveraineté sur la violence plutôt que sur les affinités de nationalité ou de race et sur les liens naturels créés par l'histoire.

Par là ils jettent une ombre sur tous les titres qu'ils pourraient faire valoir ensuite et marquent leur défiance à l'égard de la Conférence elle-même. Il ne peut en sortir que les résultats les plus malheureux. S'ils veulent la justice, il faut qu'ils renoncent à l'usage de la force et remettent leurs revendications d'une manière qui ne laisse aucun doute sur leur bonne foi entre les mains de la Conférence de la paix.

La journée de jeudi

A la séance de ce matin assistaient le président de la République des Etats-Unis, les premiers ministres de France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie; les ministres des affaires étrangères de ces quatre grandes puissances, ainsi que MM. Makino et Matsui, représentants du Japon.

Il résulte du procès-verbal officiel qu'actuellement c'est de l'organisation pratique du travail de la Conférence que se préoccupent les hauts représentants des grandes puissances. Il paraît acquis, dès à présent, que la méthode adoptée consiste à confier à des commissions le soin de préparer l'étude des divers problèmes.

Ces commissions recevront des mémoires, procéderont à des auditions, s'entoureront de conseils techniques et élaboreront des projets de conclusion qui seront soumis d'abord au comité des hauts représentants des grandes puissances et ensuite à la réunion plénière de la Conférence. Pour l'instant, cinq grandes commissions sont prévues. Quatre d'entre elles s'occuperont des quatre questions énumérées au procès-verbal officiel ci-dessus. La cinquième commission se consacrera au problème de la Société des nations. En ce qui concerne les questions territoriales, trois solutions semblent en présence. La première consisterait à confier à une seule commission l'ensemble des questions de cet ordre. La seconde, à créer une commission par question territoriale distincte. La troisième laisserait aux délégués des grandes puissances le soin d'examiner ces problèmes sans qu'il soit créé de commission spéciale à cet effet.

A la séance plénière, qui se réunira samedi à trois heures dans le salon de l'Horloge, la presse sera admise dans les mêmes conditions qu'à la séance d'inauguration. La Conférence aura à ratifier la méthode de travail préconisée par les grandes puissances. D'autre part, bien que le communiqué de ce matin ne fasse pas mention de la question de la Ligue des nations, il paraît certain que cette question figurera à l'ordre du jour de la seconde séance. Il y a lieu de s'attendre à ce que le président Wilson fasse connaître, à cette occasion, les grandes lignes d'un projet relatif à la création de la Ligue.

Sur la conférence de l'île des Princes

Londres, 23 janvier. — Les journaux anglais du soir expriment leur vive satisfaction de l'invitation adressée à la Russie par la Conférence de la paix.

La « Pall Mall Gazette » dit, en outre, que l'accueil fait par Lenine et Trotsky à l'offre de la Conférence permettra de juger de leurs intentions réelles.

Londres, 23 janvier. — Le « Times », commentant la décision de la Conférence de la paix relativement à la Russie, dit :

« La Conférence doit être cordialement félicitée pour avoir pris sa décision à l'unanimité. Personne, et moins que quiconque ceux qui ont élaboré la politique qui a été adoptée ne peuvent être sûrs que celle-ci sera couronnée de succès, mais en tout cas si elle échoue les membres de la Conférence n'auront rien à se reprocher, car ils auront fait tout leur possible pour arriver à un règlement amical.

» Si les bolcheviks refusent de venir à l'île des Princes, alors leur programme se sera avoué ennemi à la fois de la liberté du peuple russe et des peuples du monde, et fortifiés par cet aveu les puissances qui sont réunies à Paris sauront défendre ces deux libertés. »

M. Sazonoff n'ira pas à l'île des Princes

Paris, 24 janvier. — M. Sazonoff, ancien ministre des affaires étrangères de l'empire russe, et qui remplit actuellement les mêmes fonctions près des gouvernements d'Omsk et d'Ekaterinodar, s'est exprimé ainsi au sujet de la réunion projetée des délégués russes à l'île des Princes :

« Jamais et en aucun cas nous n'irons à ce rendez-vous. En Russie il y a, d'un côté les égorgeurs, et de l'autre les égorgés. Les égorgeurs iront peut-être à l'île des Princes; les égorgés n'y ont que faire... Ils ne peuvent pas plus se rencontrer côte à côte et discuter avec la bande de leurs assassins que les victimes de Lille et de Louvain n'eussent accepté un débat contradictoire et sur le pied d'égalité avec ceux qui avaient torturé leurs filles et brûlé leurs villes... Non, je n'irai pas à l'île des Princes.

» D'ailleurs les deux gouvernements dont je suis le mandataire y seront certainement opposés. Je leur ai fait transmettre télégraphiquement la nouvelle, et nous allons procéder à des échanges de vues avant de prendre notre décision. »

L'ARMISTICE

Les Allemands restituent

Bruxelles, 22 janvier. — Un train spécial, convoyé par des Allemands et contenant 740 millions de francs destinés à la Banque nationale et cinquante-cinq colis de valeurs pour le gouvernement, est arrivé cette nuit.

Le massacre des prisonniers français de Langensalza

Paris, 24 janvier. — Pour la fusillade des prisonniers français au camp allemand de Langensalza, des mesures de réparation sont exigées par le gouvernement français, ainsi que la punition des coupables, actuellement en prévention de conseil de guerre. En outre, le gouvernement français exige une réparation pécuniaire pour les familles des victimes et une indemnité générale à la charge du gouvernement allemand.

Ravitaillement des pays libérés par avion

Paris, 23 janvier. — Le ravitaillement par avions se fait actuellement dans les pays libérés inaccessibles au chemin de fer et aux camions automobiles en raison des voies détruites ou des routes défoncées. En un premier voyage, 6,000 boîtes de lait condensé ont été transportées dans les environs de Valenciennes.

En Allemagne

Les spartakistes veulent empêcher la Constituante de se réunir

Amsterdam, 24 janvier. — Les spartakistes ont décidé d'arrêter complètement la circulation des chemins de fer le jour de la convocation de l'Assemblée nationale afin d'en empêcher la réunion. Les communications par chemins de fer et par télégraphe entre Weimar et Berlin et les autres grands centres d'Allemagne seront interrompues et les routes par lesquelles les députés pourraient se rendre à Weimar en auto seront barrées.

Pour assurer l'ordre à Berlin

Zurich, 23 janvier. — La journée des élections pour l'Assemblée nationale étant écoulée, le désarmement des personnes n'ayant pas le droit de porter des armes étant commencé et la tranquillité et l'ordre rétablis, un ordre du mandataire du peuple Noske prescrit que les troupes volontaires soient éloignées de l'intérieur de Berlin, à l'exception du régiment Reinhardt et de la brigade navale. Le régiment Reinhardt et la brigade navale demeurent à Berlin afin de pouvoir, si nécessaire, intervenir pour protéger le gouvernement et les propriétés de l'Etat, ainsi que pour le maintien du calme et du bon ordre.

C'est la police, assistée des gardes de la Sûreté qui est chargée en premier lieu d'assurer à Berlin l'ordre et la tranquillité. En cas de besoin, elle doit demander, par l'intermédiaire de la place de Berlin, l'aide des troupes de Berlin et des gardes militaires.

Les troupes volontaires du détachement d'armée Luettwitz seront cantonnées dans les environs immédiats de Berlin.

Les troubles de Hambourg

Bâle, 23 janvier. — A Hambourg, il y a eu des fusillades mercredi. Le service des trams et du Metropolitain est suspendu; les établissements publics sont fermés. L'état de siège renforcé a été proclamé. Le conseil des soldats a ordonné la remise des armes à feu dans les 48 heures.

La terreur en Silésie

Zurich, 24 janvier. — Le gouvernement de Berlin a institué en Silésie, où 80,000 mineurs font une grève politique, un véritable régime de terreur, lançant par douzaines des mandats d'arrêt contre des prêtres et des hommes politiques, dont le seul tort est de travailler à l'union de la Silésie supérieure avec la mère-patrie. Ces victimes sont odieusement traitées et restent isolées dans des cellules de forteresses.

La grève générale des transports en commun éclate à Paris

Paris, 24 janvier. — Depuis quelques jours, le personnel des transports en commun de la région parisienne était fort agité. Employés du métro, des omnibus et des trams étaient mécontents de voir les revendications par eux soumises à leurs Compagnies respectives ne recevoir aucune solution. Les employés du métro demandent :

1. La stabilité de l'emploi; 2. la journée de huit heures à la démobilisation; 3. deux francs de plus par jour à partir du 1er janvier dernier; 4. un congé annuel payé de vingt et un jours; 5. une retraite minimum de 2,000 francs après vingt ans de services; 6. un rappel de trois francs de prime de cherté de vie du 15 octobre 1917 au 1er juillet 1918.

De leur côté, les employés des trams et autobus voudraient qu'il soit sursis à l'homologation de l'augmentation des tarifs votée par le Conseil municipal et le Conseil général jusqu'à ce que les revendications du personnel fussent acceptées. Ils demandent, en outre, que le Sénat vote au plus vite le projet de retraites des petits chemins, pendant depuis cinq ans.

Cette nuit, les employés des tramways et des autobus ont tenu une réunion à la Maison des Syndicats, rue de la Grange-aux-Belles, réunion à l'issue de laquelle la grève a été décidée à deux heures du matin, « considérant que les offres faites par les Compagnies sont absolument insuffisantes et de plus illusoires. »

De leur côté, et en même temps, les employés et ouvriers du Métropolitain et du Nord-Sud tenaient une réunion à la Bourse du travail. Les assistants semblaient disposés à accepter les avantages concernant les retraites et les indemnités aux temporaires qui avaient été offertes par le Métro et le Nord-Sud. Au moment où ils allaient prendre leur décision, arriva le citoyen Guinchard, secrétaire de la Fédération des transports, qui adjura les employés du Métropolitain et du Nord-Sud de se solidariser avec leurs camarades des tramways et autobus.

En exécution de la décision prise, les autobus, les trams, le Métro et le Nord-Sud n'ont pas fonctionné ce matin. La perturbation causée dans la vie de la capitale a été considérable.

Va-t-on laisser écraser la Pologne ?

LES ALLEMANDS REFUSENT L'ARMISTICE AUX POLONAIS

Zurich, 24 janvier. — Les tentatives de négociations entre Polonais et Allemands en vue de la conclusion d'un armistice en Pologne prussienne ont échoué par suite de l'intransigeance des délégués allemands.

M. Korfanty, député, au nom du gouvernement polonais, avait présenté un projet d'accord provisoire rédigé en quatorze points. Les représentants de l'Allemagne ont rejeté successivement tous les articles du projet.

LES BOLCHEVIKS VOUDRAIENT ECRASER LA POLOGNE

Genève, 24 janvier. — Les bolcheviks russes préparent une grande expédition à travers la Pologne afin d'aider les spartakistes allemands. Les Soviets expédient en masse des troupes sur le front polonais.

Les troupes allemandes, qui sont encore sur la frontière orientale de la Pologne, prêtent leur aide aux bolcheviks et refusent aux réfugiés polonais l'autorisation de rentrer dans leur pays, se bornant à répondre aux sollicitations : « Que les bolcheviks vous massacrent ! »

UN APPEL DE PADEREWSKI AUX ALLIES

Londres, 23 janvier. — On mande de Varsovie que Paderewski, premier ministre en Pologne, vient de télégraphier aux gouvernements alliés et aux Etats-Unis la constitution de son cabinet, déclarant en même temps que la Pologne désire prendre rang parmi les alliés.

FAUX BRUIT D'UN ATTENTAT

Varsovie, 22 janvier. — La nouvelle qu'un attentat avait été commis contre la personne du président du conseil Paderevski a été lancée à Prague et répandue en Allemagne, où elle a causé une panique sans aucun fondement. Le gouvernement Paderewski vient de notifier hier sa formation et son entrée en fonctions aux puissances alliées.

FONCTIONNAIRES POLONAIS ARRETES

Genève, 23 janvier. — On télégraphie de Varsovie que le gouvernement des Soviets, prenant prétexte de l'assassinat des membres d'une mission bolcheviste de la Croix-Rouge commis par des inconnus le 2 janvier dans le gouvernement de Loman, vient de faire arrêter les fonctionnaires de la légation de Pologne à Moscou ainsi que les membres du Comité d'assistance aux prisonniers de guerre polonais.

La Suède expulse les représentants des Soviets

Stockholm, 24 janvier. — Le gouvernement suédois a adressé à la légation bolcheviste de Stockholm un ultimatum l'invitant à quitter la Suède au plus tard samedi soir.

L'affaire Toqué-Thomas

Paris 23 janvier. — Le capitaine Salanson a fait subir à Toqué un premier interrogatoire sur le fond de l'affaire. Toqué a nié tous les faits qui lui ont été reprochés par le rapporteur : participation à la rédaction de la « Gazette des Ardennes », intelligences avec l'ennemi. Il affirme avoir été, au contraire, une victime des Allemands et il fait le récit suivant : En septembre 1914, lorsque l'ennemi occupa Laon le premier soin de l'autorité militaire fut de rechercher les journalistes. Toqué, qui dirigait un journal, « la Démocratie », fut prié par la commandantur de rédiger, dans un journal que voulait fonder le G. Q. G. allemand, une rubrique destinée à démontrer que les empires centraux n'étaient pas responsables de la guerre. Il refusa et fut depuis ce jour en butte aux pires vexations. Toujours au contraire, affirme-t-il, il chercha à rendre service à ses compatriotes, et s'il entra parfois en relations avec l'ennemi, ce fut uniquement pour l'induire en erreur. Thomas, mis en présence de Toqué, a complètement détruit le système de défense de ce dernier. Il a maintenu que le directeur de la « Démocratie » s'était mis spontanément au service de la commandantur et avait joué le rôle d'indicateur. Thomas a encore dénoncé un certain nombre de Français dont le rôle suspect va être éclairci.

L'affaire Hervé-Vauthier

Nantes, 24 janvier. — Le sous-lieutenant Roger Hervé-Vauthier, du 62e d'infanterie, en prévention de conseil de guerre pour intelligences avec l'ennemi en raison de sa collaboration à la « Gazette des Ardennes », a été transféré de la prison militaire de Bordeaux à Nantes.

Le sous-lieutenant Hervé a subi à Nantes un court interrogatoire d'identité. Bien que l'officier rapporteur n'ait pu l'interroger sur le fond même de l'affaire, puisqu'il ne possède aucun des éléments de la plainte, il n'en a pas moins informé l'inculpé des charges qui pèsent sur lui. Le sous-lieutenant Hervé s'est borné à les nier en bloc. Il se prétend victime de ses opinions politiques.

L'affaire Cavallini

Rome, 23 janvier. — L'interrogatoire de Bruniccardi a continué aujourd'hui. Sur une question du président, concernant le voyage de M. Caillaux en Italie, l'accusé dit s'être chargé de mettre en rapport avec MM. Salandra, Martini et Barzilai, mais il affirme qu'il refusa formellement au député socialiste Modiglieni de le faire se rencontrer avec l'ancien président du conseil français. D'autre part, Bruniccardi affirme ne pas se rappeler ces paroles prêtées à M. Caillaux : « Si nous ne sommes pas d'accord avec Salandra et Martini pour la guerre, du moins le sommes-nous pour l'après-guerre. » Mais il assure qu'au sujet de l'entretien qu'il avait eu avec Scarfoglio, directeur du « Mattino », M. Caillaux se serait exclamé : « Quel dommage qu'un tel homme ne soit pas favorable à la guerre. »

L'accusé qui prétend que l'établissement d'une union latine était l'idée dominante de M. Caillaux, reconnaît cependant avoir eu des soupçons dès le départ d'Italie de ce dernier.

L'audience est alors levée sur une réplique de l'avocat Pavone, défenseur de Cavallini, qui fait observer que ses soupçons n'empêchèrent nullement Bruniccardi de rester en relations avec M. Caillaux.

Les radicaux-socialistes et M. Clemenceau

Paris, 23 janvier. — Le groupe radical-socialiste a réélu président M. René Renoult. Ce dernier a rendu compte de l'entretien du comité directeur avec M. Clemenceau. Le président du conseil a accueilli de la façon la plus favorable les vues du parti radical-socialiste sur la nécessité de l'institution de la Société des Nations; sur la punition des responsables de la guerre et des auteurs des forfaits commis au cours de sa durée; sur le désarmement de l'Allemagne et sur l'organisation future de l'Europe, qui doit permettre une diminution considérable du service militaire et des charges financières en France.

D'autre part, le président du conseil a reconnu le haut intérêt des observations présentées au nom du groupe sur la crise des transports et sur la vie chère. Il a fait connaître que les mesures arrêtées par le gouvernement seraient de nature à donner satisfaction à toutes ces préoccupations. Le président du conseil a reconnu le bien-fondé de la demande faite par les délégués du groupe, relativement à la suppression très instamment réclamée par eux des mesures d'ordre militaire que la situation présente ne justifie plus, telles que l'ancienne délimitation de la zone des armées, le contrôle postal, l'interdiction des communications télégraphiques, etc. Le président du conseil et la délégation du groupe sont tombés d'accord sur l'utilité d'entrevues ultérieures.

DANS LES PAYS OCCUPÉS

SITUATION D'ENSEMBLE

(De notre correspondant spécial accrédité auprès des armées)

Des pays occupés, 23 janvier. — Les dernières randonnées que je viens de faire dans les pays occupés me laissent perplexe. Je voudrais résumer les diverses impressions ressenties et tracer un tableau d'ensemble; mais, la plume à la main, je constate que la besogne est ingrate. Autant la situation paraît claire et précise dans les provinces reconquises, où l'administration civile et militaire s'est admirablement employée à organiser la vie publique, autant cette situation manque de netteté dans les territoires allemands.

Certes, l'occupation militaire par les troupes alliées se poursuit dans l'ordre et avec l'équitable rigueur qu'il faut, mais l'on se trouve en présence de populations dont il est difficile de savoir ce qu'elles veulent ou ne veulent pas, et ce qu'elles pensent réellement.

Interrogez un Allemand de la rive gauche ou de la rive droite du Rhin, qui regarde nos troupes jeter un pont sur le fleuve ou qui considère les troupes alliées circulant dans les rues de Cologne, de Coblence ou de Mayence, il sera généralement obséquieux et aura un sourire de complaisance. A ses réponses et à son attitude, vous pourrez songer : « Pour sûr, ce Boche prend assez philosophiquement parti de la défaite ! » Ceci est à l'apparence. Au fond, la haine et la crainte demeurent au cœur de tout Allemand. Méprisons la haine tout en nous en défiant, mais continuons à faire sentir à ces fanatiques de la force le poids de nos armes victorieuses. C'est l'argument qu'ils comprendront toujours le mieux, et qui nous vaudra leur respect à défaut d'autre chose.

C'est, du reste, une expérience que l'on peut faire individuellement. Entrez dans un magasin, un restaurant, demandez énergiquement ce que vous voulez, exigez que l'on vous serve rapidement, eh bien ! aussitôt le personnel s'empressera, s'excusera. Vous ne serez ni volé, ni surfait. Ainsi faudra-t-il agir avec le semblant de gouvernement allemand actuel et le gouvernement élu qui lui succédera.

Les organismes locaux fonctionnent avec régularité, viabilité. Les services de tramways, la vie intérieure des cités, tout cela est normal. On a l'impression que les villes relativement opulentes du Palatinat et de la Prusse rhénane seront les dernières à fournir, par voie d'élection, des éléments révolutionnaires. Mais si, partant des questions d'existence locale ou même régionale, on essaie de savoir vers quel régime politique et social ces gens-là pencheraient, on voit ceux-ci perdre pied. L'Allemagne a beau être la patrie de Lassalle, de Karl Marx de Bebel et de Liebknecht, les théories de rénovation sociale et de transformation ne sont pas dans tous les cerveaux boches.

L'Allemand, en majorité, demande tout simplement à manger. Tel est d'ailleurs le mot d'ordre de toute la presse allemande. Il faut être naïf comme un klenthalien français pour supposer que les gazettes boches allaient profiter des circonstances pour se soustraire aux inspirations du pouvoir. L'aventure spartakiste n'est qu'une espèce de rougeole. Les méthodes impériales sont passées à des mains pseudo-républicaines, mais continuent d'être appliquées. L'opinion est travaillée, triturée comme par le passé. Les thèmes à développer sont fournis, et les journalistes disciplinés y conforment leurs articles. Les moins maladroits glissent dans le sujet de copie quelques considérations ayant l'apparence du libre arbitre, mais les directives générales n'en sont pas affectées.

Ces jours-ci, le thème principal a été la levée du blocus. Les journaux boches ont invoqué les droits de l'humanité avec un réel toupet ou une rare inconscience. « Nous continuons à mourir de faim, imprument-ils; la tuberculose, la misère anéantissent notre peuple; les alliés méconnaissent les lois de la solidarité humaine « Ce ils en sont là, les tortionnaires de la guerre, ceux-là mêmes qui ont impitoyablement affamé et persécuté les populations et les prisonniers ils implorent la pitié. Les Sociétés médicales, de même avec la propagande officielle, publient des tableaux de mortalité où la grippe elle-même est imputée aux alliés. Donc, que ceux-ci suppriment le blocus, que les affaires reprennent, et la santé publique s'améliorera.

Voici, d'autre part, quelques sujets sur lesquels s'exercent les plumes allemandes : Sans la réunion de la Constituante et sans un gouvernement régulier reconnu par elle, le peuple allemand n'obtiendra pas la paix, et, sans la paix, il n'y a ni pain ni travail. Berlin n'est pas le lieu convenable pour la réunion de la Constituante; il faut que celle-ci puisse se réunir dans un endroit où elle travaillera avec calme. Partout, en Allemagne, on devrait demander la formation d'une armée de volontaires pour protéger la Constituante, mais il faudra bien nourrir et bien payer ces hommes. On devra s'habituer, en Allemagne, à la pensée que les territoires polonais sont irrémédiablement perdus. On fait toujours bien de ne pas poursuivre des espoirs irréalisables. On fera bien aussi de tirer des élections anglaises les justes conclusions en veillant à ce que les élections pour la Constituante obtiennent la seule majorité qui nous puisse donner un gouvernement capable de trouver, entre Spartacus et Théodore Wolff, la voie de la paix européenne durable.

On juge par ces lignes générales de la tendance et des inspirations de la presse : soyons sages, organisons-nous politiquement et économiquement, liquidons au mieux les questions de guerre, tâchons de payer le moins cher possible et réservons l'avenir.

A ce propos, il n'est pas un Allemand qui ne soit convaincu du relèvement rapide de son pays. Cette foi nationale est une grande force, faisons-y attention. Elle inspirera demain nos ennemis dans leur lutte commerciale et industrielle, c'est-à-dire la première bataille qu'ils livreront.

Je borne ici cet aperçu d'ensemble. Renvoyons à plus tard, s'il y a lieu, de nouvelles promenades en pays occupé. Il importe de concentrer maintenant son attention sur les travaux de la paix.

Emile THOMAS.

REVUE DE LA PRESSE

LES ALLIÉS ET LA RUSSIE

Paris, 24 janvier. — La décision prise, sur l'initiative du président Wilson, de causer avec les bolcheviks et les représentants des autres gouvernements constitués en Russie continue à provoquer d'abondants commentaires.

M. Pierre Veber, du **New-York Herald**, trouve assez contradictoire que l'on écarte les Allemands de la Conférence, alors qu'on laisse venir sur le seuil de celle-ci les bolcheviks, alliés des Boches et exécuteurs des hautes-œuvres contre nos compatriotes et nos amis :

« Nous allons voir d'ici peu ce que donnera cet essai de conciliation. En tout cas, s'il échoue, il laissera intact le prestige de la Conférence, si les pourparlers de Constantinople aboutissent, il faudra tout d'abord que les bolcheviks offrent l'exemple et désarment. Il faudra qu'ils remettent en liberté nos nationaux et restituent les biens volés, sinon nous serons de simples dupes. »

M. Alfred Capus (**Figaro**) souligne que la portion de la presse qui s'est consacrée à la diffusion du bolchevisme dans notre pays manifeste un prodigieux enthousiasme pour la décision de la Conférence :

« Ce ne sont que cris de victoire, genuflexions devant le président Wilson et M. Lloyd George, et insultes à notre gouvernement, comme il convient. « Vive la République des Soviets ! » écrit le « Populaire » en délire. Nous nous bornerons à signaler ces faits aux inspirateurs de la Note. Je ne pense pas que ce soit le résultat qu'ils ont cherché en la rédigeant. »

Il est incontestable, pour M. Gustave Hervé (**la Victoire**), que c'est une couleuvre à avaler. Mais si nos amis russes refusaient d'aller en conciliation, l'effet en serait déplorable, car le parti de la nation qui refuse de se soumettre à l'arbitrage international perd, aux yeux de la conscience universelle, un de ses meilleurs atouts. Quant au président Wilson :

« Pendant deux ans et demi, avant d'intervenir dans la grande guerre, il a semblé pareillement tenir la balance égale entre les Allemands et nous, entre les cambrioleurs de la Belgique et la Belgique cambriolée, et pourtant ce n'était qu'une apparence trompeuse, puisqu'aussi bien il a fini par se mettre du bon côté. Il y mettra peut-être du temps encore cette fois, mais il finira ici encore par se mettre du côté du bon sens, de la raison et de l'humanité, du côté de ceux qui représentent les intérêts permanents et vitaux de la Russie une et indivisible et non du côté des saboteurs de la patrie russe. »

LE PREMIER « MIRACULÉ » DE PASTEUR

M. Sacha Guitry vient de porter à la scène la vie de Pasteur. Un des tableaux montre le savant génial — qu'incarne Lucien Guitry — ne pouvant tirer la preuve de sa découverte que par une expérience humaine, partagé entre ses espérances et ses scrupules et l'enfant mordu qu'il va guérir. Ce premier opéré, Joseph Meister vit toujours. Le petit Alsacien, le condamné à mort de 1885, est garçon de laboratoire à l'Institut Pasteur encore tout bouleversé d'avoir assisté à la pièce où il s'est vu vivre. Il est ce pauvre enfant blessé qui saigne, souffre et tremble; ce pauvre petit être qui implore le secours miraculeux, et il a évoqué ses souvenirs à un collaborateur de l'**Eclair** :

« Avec ma mère, nous arrivons de Schlestadt à Paris. Je me rappelle toutes nos courses dans les hôpitaux. Pasteur ? on ne connaissait pas, on ne voulait pas connaître. On haussait les épaules : « Ah ! pauvre femme, venue de si » loin pour vous en retourner avec une décep» tion et votre enfant mort ! » Ma mère ne se décourageait pas. Les mères ne se découragent jamais. Elle avait confiance; un instinct mystérieux la poussait vers mon sauveur, que nous trouvions enfin dans une petite pièce de l'Hôtel-Dieu, où il travaillait. Je le vois encore souriant, doux, l'air bon et me regardant de ce pénétrant et lumineux regard qu'on ne pouvait jamais plus oublier. Il m'avait posé une main sur la tête, tandis que ma mère expliquait l'accident. Un de ses collaborateurs — j'ai su depuis que c'était le docteur Grancher — prenait des notes. Le soir même j'étais hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, et le savant m'inoculait le sérum antirabique. Durant les trois semaines que dura le traitement, il ne quitta pour ainsi dire pas mon chevet; il venait la nuit prendre mon degré de température, guettant avec une attention passionnée la lutte contre le mal. Ah ! je le vois ou je vois encore la joie qui le bouleversait ce matin où il me dit : « Tu es guéri » mon enfant... » Ce n'est que plus tard que j'ai pu donner un sens à ces choses trop obscures pour mon âge. »

PADEREWSKI

De Paderewski, qui, en patriote ardent et désintéressé, se donne tout entier aux destins de la Pologne, M. Adolphe Boschot trace un portrait à l'**Echo de Paris** :

« Il me semble que je vois encore Paderewski entrer sur la scène chez Lamoureux ou au Conservatoire. Parmi les applaudissements à travers les habits noirs des violonistes, dont les archets crépitaient sur les pupitres, un homme grand et maigre se glissait, l'air timide et un peu las, comme hésitant ou trop nerveux, le visage long et pâle, une ombre de moustache sur les lèvres saillantes et pleines de vie, le front vaste, éclatant de blancheur parmi le brouillard doré d'une chevelure flamboyante. Le regard bleuté, à demi caché par la paupière, semblait rêver ou fuir vers l'ailleurs avec une mélancolie nostalgique... Sans presque saluer le public, indifférent aux acclamations, il s'asseyait devant le clavier et ne préludait pas. Il jouait. Aussitôt, quiconque aimait la musique était transporté dans un monde idéal. Cet homme, avec la magie des grands convaincus, avec la force d'entraînement qui caractérise les vraiment sincères, emportait l'auditeur dans la région sacrée où habitent les génies.

» Chopin, pour Paderewski, c'était le chant divin de toute la Pologne, de la Pologne de toujours

DÉPÊCHES
de la Nuit dernière

La Conférence de la paix

Une mission persane

Paris, 23 janvier. — La mission persane, composée de huit membres, ayant à sa tête M. Machavel Melalek, ministre des affaires étrangères, est arrivée ce matin à la gare de Lyon venant de Toulon.

Arrivée d'un délégué japonais

Paris, 23 janvier — M. Ijuin, ambassadeur du Japon à Rome, délégué à la Conférence de la paix, est arrivé ce matin à onze heures quarante-cinq, par le train venant de Modane. Il a été salué à sa descente de train par l'amiral Ida, attaché naval à l'ambassade du Japon à Londres, par le vice-amiral Takoshita et par quelques membres du haut personnel de l'ambassade.

L'opinion du prince Lvof

Paris, 23 janvier. — Le prince Lvoff, qui fut le premier président du conseil de la République russe, a fait les déclarations suivantes concernant les résolutions de la Conférence de la paix :

« C'est un coup fatal, non seulement pour la Russie, mais pour le monde entier. C'est la reconnaissance absolue de cette sorte de gouvernement qui représente l'anarchie le vol et le pillage. Ce sera l'anarchie plus forte que jamais, car les bolcheviks ne manqueront pas d'exploiter cette décision comme un triomphe.

» Oui, certes, ils iront à l'île des Princes, mais je ne comprends pas que les autres gouvernements, comme ceux de l'Oural et du Caucase, consentent à participer à cette conférence. Le pouvoir des bolcheviks est inexistant : on ne peut rien discuter avec eux, puisqu'ils ne représentent rien. Tout à l'heure, les vrais représentants de la Russie, ceux qui forment le gouvernement national, viendront s'asseoir à côté de moi. Il y aura Sazonoff, Maklakoff et d'autres encore. Nous discuterons et nous déciderons de notre action future. Mais la décision d'hier est un coup fatal pour la Russie et pour le monde. »

Dans les milieux russes de Paris, une vive émotion a été provoquée par le communiqué où les grandes puissances invitent à Prinkipo tous les groupements russes sans distinction. En général, la plupart des Russes avec lesquels on s'entretient manifestent leur indignation et déclarent qu'il ne saurait être question pour eux, fidèles qu'ils ont toujours été à l'alliance, d'aller négocier côte à côte avec les bolcheviks. Toutefois, il y a lieu de penser que les personnalités russes autorisées qui résident à Paris n'ont encore pris aucune décision définitive.

L'ARMISTICE

Mauvaise volonté allemande

Stockholm, 23 janvier. — La Commission militaire britannique comprenant le colonel Fade, le lieutenant-colonel Forster, est arrivée le 13 janvier à Lapy, en route pour Bialistok, afin de se rendre compte de la situation actuelle. Le commandant allemand à Lapy a refusé de permettre à la Commission de continuer son voyage et les représentants britanniques ont fait part de cet incident à Londres.

Armistice entre les gouvernements slovène et de Carinthie

Berne, 23 janvier. — On annonce de Laibach que, grâce à la médiation des officiers américains, un armistice a été signé entre le gouvernement slovène et le gouvernement de Carinthie. Les populations des deux pays seront désarmées et les prisonniers échangés. L'armistice ne pourra pas être dénoncé.

LES EVENEMENTS D'ALLEMAGNE

Le gouvernement de Saxe passe aux majoritaires

Bâle, 23 janvier. — Trois minoritaires faisant partie du cabinet de Saxe ont démissionné. Un nouveau gouvernement comprenant seulement des majoritaires a été constitué mercredi.

L'Allemagne et le Schleswig

Copenhague, 23 janvier. — Le comité allemand du Schleswig septentrional a reçu du gouvernement allemand une communication relative aux rumeurs mises en circulation dans le Schleswig-Holstein, suivant lesquelles le gouvernement danois aurait l'intention de faire occuper le Schleswig.

Le gouvernement allemand, tout en exprimant des doutes au sujet de l'intention prêtée au gouvernement danois, se déclare prêt à s'opposer par tous les moyens dont il dispose à la réalisation d'un tel projet.

La réduction du trafic des chemins de fer

Bâle, 23 janvier. — Suivant les conditions de l'armistice, le trafic des trains de voyageurs et des trains express a été considérablement réduit en Allemagne. Depuis le 23 janvier, une douzaine d'express circulent pour toute l'Allemagne.

A LA CHAMBRE

Séance du jeudi

La question des sursis

Paris, 23 janvier — Dès le début de la séance, **M. Benazet** regrette qu'on ne discute pas son interpellation sur les sursis.

M. Klotz, ministre des finances : Il y a grand intérêt à poursuivre sans désemparer la discussion de la loi des dommages de guerre, afin qu'elle puisse venir devant le Sénat le plus tôt possible. (Très bien ! sur divers bancs. Protestations à l'extrême gauche.)

M. Fernand David : La question des sursis et de la démobilisation n'est pas seulement militaire mais aussi également économique. Elle ne doit donc pas être traitée par surprise. Il faut que tous les intéressés soient présents. Je demande que la discussion vienne mardi. (Applaudissements sur divers bancs.)

« Tout de suite, tout de suite ! », crie-t-on à l'extrême gauche.

La Chambre, à mains levées, à une forte majorité, décide d'ajourner ce débat à mardi.

Les dommages de guerre

On reprend la discussion des dommages de guerre à l'article 39, le premier relatif au paiement.

L'article 39, qui prévoit l'institution d'un titre de créance constatant la somme à payer pour la réparation des dommages, est adopté, mais, à la demande de **M. Marin**, on supprime le dernier paragraphe qui obligeait le bénéficiaire à déclarer au tribunal cantonal que la somme touchée sera employée à un usage industriel, agricole ou commercial.

L'article 40 est relatif à la question du versement des acomptes

M. Louis Marin demande qu'on donne tout de suite 25 pour 100 aux attributaires.

M. Klotz soutient que cela n'est pas nécessaire, ceux-ci ayant en poche un titre de l'Etat. Suivre M. Marin, ce serait augmenter encore la circulation fiduciaire et la cherté de la vie.

M. André Lefèvre pense qu'on pourrait payer par chèques ou ouvertures de comptes dans les trésoreries des finances, perceptions ou banques pour tous les crédits supérieurs à 3.000 francs. D'autre part, un emprunt pour la reconstitution des régions envahies est à envisager.

L'amendement Marin (versement d'un acompte immédiat de 25 pour 100), combattu par le gouvernement et la commission, est repoussé, après pointage, par 247 voix contre 227.

Le ministre accepte un amendement de **M. Goniaux**, portant à 5.000 francs la somme qui sera payée en espèces et en une fois, et un amendement de **M. Forgeot**, d'après lequel les sinistrés seront payés dans la mesure des premiers besoins.

L'ensemble de l'article 40 est adopté.

L'article 41 traite du paiement de l'indemnité en cas de dispense ou d'interdiction de remploi. Il est adopté. On réserve les articles 42 et 43 relatifs aux modes de libération de la part de l'Etat. On vote l'article 44, disant que le paiement des indemnités des intérêts et des avances sera effectué directement par l'Etat ou sous sa garantie. Il prévoit que l'Etat pourrait faire appel au concours d'établissements financiers.

La suite du débat est renvoyée à mardi matin.

Demain, suite des interpellations Lauche et Aubriot sur la reconstitution industrielle.

La séance est levée.

Un torpilleur coulé par une mine

Paris, 23 janvier. — **Le torpilleur « N° 325 », du front de mer de Bizerte, a sombré sur une mine le 22 janvier, après-midi, sur la côte orientale de Tunisie, à 3 milles, dans le nord-est de l'entrée du chenal des îles Kerhennah.**

Le commandant et sept marins sont sauvés; dix-huit hommes manquent. Le ministère de la marine a fait prévenir leurs familles.

Le « 325 », d'un déplacement de 98 tonnes, avait été lancé en 1904.

EN PORTUGAL

LE MOUVEMENT MONARCHISTE

PORTO BOMBARDEE

Madrid, 23 janvier. — Suivant les nouvelles reçues de diverses villes frontières portugaises, la ville de Porto aurait été bombardée par deux ou trois bateaux de guerre portugais. L'armée serait presque entièrement passée du côté des révolutionnaires. Par contre, la marine est demeurée jusqu'ici fidèle au gouvernement.

LA SITUATION D'APRES LE GOUVERNEMENT

Lisbonne, 22 janvier. — Un bureau a été ouvert cette après-midi pour l'enrôlement des volontaires républicains disposés à prêter leur concours au gouvernement afin de réduire les insurgés du nord. Les volontaires, une fois leur feuille d'enrôlement signée, ont défilé devant le ministère de la guerre.

Le conseil des ministres s'est réuni dans la soirée au palais de Belem; il se prolongea jusqu'à quatre heures du matin. D'après les dernières nouvelles reçues de Porto, le gouvernement monarchiste proclamé dans cette ville se trouverait déjà en présence de sérieuses difficultés. Le ravitaillement, qui se trouve suspendu par suite des mesures prises par le gouvernement de Lisbonne, place la situation de Porto dans une situation très difficile. Le pain même fait défaut. Plusieurs régiments demeurés fidèles à la République créeraient des difficultés au Directoire monarchique.

M. Couceiro Paiva a publié une proclamation menaçant de faire fusiller les fonctionnaires qui refuseraient de lui obéir, notamment les agents des postes et télégraphes et les cheminots.

A Lisbonne et dans le reste du pays, la tranquillité règne. Les nouvelles reçues de Coimbre, d'Evora et de Faro signalent de grandes manifestations en faveur du régime républicain. La Fédération générale du travail, en présence du péril qui menace le régime républicain, a décidé d'apporter tout son concours au gouvernement de Lisbonne. M. Tamagnini Barbosa a conféré avec les ministres de la guerre et de la marine au sujet des mesures à prendre pour réduire les insurgés.

En Irlande

LA NOMINATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Londres, 23 janvier. — Une Assemblée, se disant nationale irlandaise, a tenu hier à Dublin une réunion secrète à l'issue de laquelle il a été annoncé que vingt-quatre députés y avaient assisté et qu'un premier ministre et quatre autres ministres provisoires avaient été nommés.

BORDEAUX

Il y a un an

25 JANVIER 1918

Révélation des procédés odieux des Allemands qui, dans l'Est africain, ont mutilé et assassiné des prisonniers.

En France, la Chambre des députés vote une Adresse de sympathie au Guatemala à l'occasion de la catastrophe qui a détruit la capitale de ce pays.

Le Sénat d'Helsingfors envoie un ultimatum aux maximalistes de Pétrograd qui fournissent des armes aux « bandits finlandais et russes qui répandent le sang en Finlande »

Au Parlement japonais, le président du conseil déclare que le Japon assumera le maintien de la sécurité en Extrême Orient.

Le vapeur espagnol « Victor-de-Chavarri » est torpillé par un sous-marin allemand.

L'Académie des sciences en France crée une section de l'application de la science à l'industrie.

Légion d'honneur

Le « Journal officiel » a récemment publié la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de M. Anne-Charles-Henry Lacaze, capitaine (territorial) au 144e régiment territorial d'infanterie commissaire-rapporteur près le conseil de guerre de la D. E. d'un groupe d'armées.

Cité d'abord à l'ordre du régiment, ensuite à l'ordre de la division, blessé le 30 juin 1918 par des éclats d'obus près de Moulin-sous-Touvent, M. Lacaze, que nous félicitons bien sincèrement, est le distingué avocat-agréé au Tribunal de commerce de Bordeaux.

Notre concitoyen M. Albert Maurin, le sympathique architecte du gouvernement, vient d'être également promu chevalier.

Parti dès le début des hostilités comme capitaine dans un régiment de campagne, il prit part aux attaques en Champagne, en Artois, dans la Somme et le Soissonnais.

Promu chef de bataillon et blessé à Verdun en 1916, il fut cité deux fois à l'ordre.

Toutes nos félicitations.

L'étudiant d'aujourd'hui

Conférence de M. le professeur Cruchet

L'étudiant, aujourd'hui, n'est plus, ne doit plus être ce qu'il était à l'époque de Villon ou même de Murger. Les truands et les escholiers du temps jadis, où sont-ils de nos jours ?

« Mais, où sont les dames d'antan ? »

Aussi n'est-ce pas de la vie de bohème, mais de la vie économique et sociale des étudiants que M. le professeur Cruchet a parlé mercredi soir à l'Athénée.

Il l'a fait avec une éloquence grave et précise, qui a captivé l'auditoire nombreux venu pour l'entendre, et tout naturellement favorable aux idées qu'il exposait.

Dans une ville comme Bordeaux, où les étudiants sont chaque année plus de 2,500 et dépensent près de 8 millions de francs, ils sont en droit de solliciter le concours effectif des pouvoirs publics pour l'amélioration de leur situation matérielle.

Et le conférencier énumère toute une série de réformes pratiques à réaliser d'urgence, comme elles le sont déjà dans les grandes Universités anglaises et américaines : création d'une Maison des Etudiants, de Clubs confortables, comprenant laboratoire et bibliothèque; création d'hôtels, de restaurants et de coopératives pour étudiants; aménagement de terrains de sports; développement des œuvres de mutualité.

Comme le fit remarquer M. le docteur Sigalas, doyen de la Faculté de médecine, qui présidait avec autorité cette intéressante conférence, c'est là un programme minimum dont les pouvoirs publics doivent avoir à cœur de favoriser la réalisation.

Leur bienveillance s'était d'ailleurs manifestée mercredi par la présence dans la salle de M. Olivier Bascou, préfet de la Gironde; de M. le lieutenant-colonel Roy, représentant M. le général Halloun, et de M. le recteur Thamin.

Soyons donc persuadés qu'ils feront bon accueil à l'ordre du jour suivant, qui a été voté à l'issue de la réunion, et qui doit leur être transmis :

« Les étudiants, réunis à l'Athénée le 22 janvier 1919, après avoir entendu la conférence de M. le professeur agrégé R. Cruchet sur l'étudiant d'aujourd'hui, émettent les vœux suivants :

» Qu'il soit crée une grande commission d'études concernant la vie matérielle, économique, hygiénique, sportive et sociale de l'étudiant, sous le haut patronage des autorités bordelaises : préfet, recteur, maire, présidents de la Chambre de commerce et du Conseil général, doyens des Facultés;

» Qu'il soit nommé dans le plus bref délai possible des sous-commissions pour chacune des œuvres à réaliser : Maison des Etudiants, logement et restaurant des étudiants, mutualité, coopérative, terrain de jeux. Les maîtres entreront dans ces sous-commissions à titre de conseils, de façon à laisser aux étudiants toute leur liberté et leur complète indépendance d'action;

» Que les pouvoirs publics, convaincus de l'importance des étudiants dans une ville comme Bordeaux, dans laquelle ils dépensent chaque année une somme minimum de 7 à 8 millions de francs, n'hésitent pas à voter les crédits indispensables à la création des œuvres ci-dessus énumérées;

» Que ces crédits : a) soient pris sur l'emprunt municipal le plus proche en ce qui concerne l'édification des bâtiments et le terrain de sports à acquérir; b) qu'ils soient fournis chaque année, sous forme de subventions nécessaires à l'entretien des œuvres créées, par les budgets municipal, universitaire, de la Chambre de commerce et du Conseil général. »

Conférence

Nous rappelons que c'est dimanche 26 janvier, à seize heures, salle de l'amphithéâtre de la Société Philomathique, rue Saint-Sernin, 66, qu'aura lieu la conférence organisée par les mutualités des employées de commerce et des travailleuses réunies et l'Union des Syndicats professionnels féminins de la Gironde.

Les sujets très importants qui y seront traités intéressant toutes les femmes à l'heure actuelle, cette séance s'annonce comme un grand succès.

On trouve des cartes gratuites 18 bis, rue Boudet et 58 bis, allées Damour.

Société protectrice de l'enfance de la Gironde

Nous avons précédemment annoncé que la Société protectrice de l'enfance, ne pouvant, cette année encore, organiser sa traditionnelle kermesse du Lundi-Gras, avait obtenu de M. le Maire la disposition des salons de l'hôtel de ville. Elle y donnera, les 8 et 9 février prochain, les « Fêtes de l'Enfance ».

Nous croyons pouvoir annoncer que la première journée sera consacrée à une grande vente. Nul doute que la foule ne se presse autour des comptoirs, qui seront tenus par les dames patronnesses de la Société.

Le lendemain, une fête enfantine réunira, dans le cadre splendide des salons de la mairie, toute notre petite jeunesse bordelaise. Des attractions nouvelles et diverses lui sont réservées.

Les Fêtes de l'Enfance s'annoncent comme un très gros succès.

Pour les œuvres de guerre

Le maire de Bordeaux a reçu :

Pour les œuvres de guerre : James Hudson, 100 fr.; Conseil d'administration du café de Bordeaux, 500 fr.; Larrivet, 15 fr.; Produit des entrées à l'exposition photographique britannique, 1,001 fr.; Mme Germaine Legouix, 5 fr.; de la Banque de Bordeaux, 1,000 fr.; Sussat, 9 fr.; Vinatié (versement mensuel), 100 fr.; le même, 100 fr.; Courteault, (reliquat de la collecte des habitants de la rue de Strasbourg, fête du 24 novembre 1918), 50 fr.; Faillou, président du Club alpin français, section de Bordeaux, 100 fr.

Pour l'Ecole des mutilés : Lacaze (café du Lion-Rouge), 1,000 fr.

Pour les blessés militaires : Anonyme, 5 fr.

Pour les victimes de la guerre : Personnel du Mont-de-Piété et des commissionnaires attachés à cet établissement, 59 fr. 55; contribution des théâtres et cinémas (1re dizaine de décembre), 9,901 fr. 10; 2e dizaine, 3,283 fr. 10; 3e dizaine, 11,877 fr. 50.

Pour les veuves et orphelins de la guerre, Bernhard's Sons de Buffalo, 10 fr.; Coutris, 10 fr.

Pour les réfugiés : Personnel et élèves du lycée de Bordeaux, 400 fr.

Pour les familles nécessiteuses : Un visiteur de l'exposition photographique britannique, 5 fr.

Produit des troncs placés dans les théâtres et cinémas et autres établissements : Scala, 137 fr. 85; hôtel des Quatre-Saisons, 14 fr. 85.

LA GRANDE MAISON DE BLANC DE PARIS, 5, boulevard des Capucines, a l'honneur d'informer sa nombreuse clientèle qu'elle exposera ses nouveaux modèles de la saison en LINGERIE, LINGE DE MAISON, BONNETERIE, etc., à l'Hôtel de France, du 27 janvier au 1er février inclus, sans prolongation.

Ravitaillement civil

Vente de carottes, oignons, topinambours et œufs par la municipalité

Samedi 25 courant, la municipalité fera vendre des carottes, des oignons et des topinambours sur les marchés ci-après : Capucins, Grand-Marché, marché des Grands-Hommes, marché de Lerme, marché des Chartrons, marché de la place Amédée-Larrieu et marché de la place Saint-Martial. Les heures de vente ne sont pas modifiées.

Les prix restent toujours fixés : carottes, 0 fr. 60 le kilo; oignons, 0 fr. 90 le kilo; topinambours, 0 fr. 45 le kilo.

Œufs

Le même jour, dans la matinée, à partir de neuf heures, des œufs mirés seront mis en vente, au prix de 5 fr. 50 la douzaine, sur les marchés ci-après : Grand-Marché, marché des Grands-Hommes, marché de la place Amédée-Larrieu et marché de la place Saint-Martial.

Chronique de la vie chère

Deux douzaines de procès-verbaux ont été distribués dans la journée de jeudi à quatre commerçants de Verdelais, treize de Lormont et sept de Bordeaux et banlieue pour défaut d'affichage et vente au-dessus de la taxe.

Deux ont été complétés par le délit de tromperie sur la quantité de la marchandise vendue.

Quatre prélèvements de lait ont été également effectués pour analyse.

Une mauvaise plaisanterie

En rentrant chez lui, jeudi soir, Jules D..., garçon de courses, demeurant rue de la Boétie, qui était en état d'ébriété, s'amusa à tirer deux coups de feu dans la direction de sa femme.

Celle-ci eut le bonheur de n'être pas atteinte, mais jugea prudent de conduire son mari à la permanence.

Là, il fut trouvé porteur d'un revolver chargé de trois balles, que l'on se hâta de lui retirer.

Le mauvais plaisant, dont l'exaltation était d'ailleurs tombée, se laissa ensuite écrouer sans difficulté, et s'endormit aussitôt du sommeil... de l'ivrogne.

Les rafles

Au cours d'une rafle opérée jeudi soir, les agents Bardon et Vivant ont arrêté deux femmes, une logeuse en garni et sa bonne, sous l'inculpation d'excitation habituelle de mineures à la débauche.

Trente-six autres femmes ont été conduites à la Permanence pour examen de leur situation.

Un prisonnier allemand se tue

Un prisonnier allemand, le nommé Georges Punke, âgé de vingt-neuf ans, travaillait, dans la journée de jeudi, au nettoiement d'une locomotive à la gare de La Bastide.

Son travail terminé, il passa derrière le tender de la machine. Juste à cet instant, une deuxième locomotive fut mise en marche vers la première, et l'Allemand se trouva pris entre les deux tampons.

Transporté à l'infirmerie des prisonniers, il expirait une heure après.

Collision de véhicules

Jeudi, vers quatorze heures, quai de Queyries, une baladeuse attelée d'un cheval, conduite par Mme Frémond, demeurant 258, cours Pasteur, à Caudéran, a été abordée par un camion automobile américain.

Mme Frémond fut précipitée à terre et contusionnée sur diverses parties du corps. Ses blessures sont heureusement légères, car, après avoir reçu les premiers soins dans une ambulance américaine, elle a pu regagner son domicile.

Le cheval a été tué sur le coup, et les brancards de la voiture ont été cassés.

ON DESIRE LOUER LOCAL
pour bureau. On accepterait aussi local avec mobilier bureau; si possible, téléphone. Faire offres : Agence Havas, MONTPELLIER.

A BORD DE LA « LORRAINE »

Suicide de deux Américaines

Parmi les passagers du paquebot « La Lorraine », qui avait quitté lundi Bordeaux pour New-York, se trouvait un détachement de soldats et de civils américains qui regagnaient leur pays. Ce détachement, commandé par le major Sherman, comprenait également des infirmières et des employées de la Croix-Rouge américaine.

Deux de ces dernières, Mlles Gladys et Dorothy Cromwell, se sont suicidées lundi soir, en se jetant par-dessus bord, au moment où le bateau passait devant le phare de Saint-Christoly.

Une lettre retrouvée dans leur cabine et adressée au commandant Sherman a permis d'établir que leur décision était arrêtée depuis quelque temps déjà.

Par contre, on se perd en conjectures sur les mobiles qui ont inspiré leur acte de désespoir. Ces deux jeunes filles appartenaient, en effet, à une riche et très honorable famille de New-York. Elles revenaient du front français, où elles s'occupaient du service des cantines de la Croix-Rouge.

Elles avaient été commotionnées par des obus, et l'on peut supposer qu'il en était résulté pour elles un certain déséquilibre cérébral.

Les corps des deux malheureuses n'ont pas été retrouvés. Les personnes qui pourraient fournir quelques renseignements à ce sujet devront s'adresser au directeur du bureau des transports de la Croix-Rouge américaine, 130, quai des Chartrons.

PETITE CHRONIQUE

RECHERCHE DE DISPARU. — Prière aux prisonniers revenant d'Allemagne qui pourraient donner des renseignements sur le soldat Albert Adam, du 144e d'infanterie, 2e compagnie, disparu le 24 août 1914, à Fontaine-Valmont (Belgique) de les faire parvenir à Mme Adam, 28, rue Henri-Fosse, à Talence.

Théâtres et Concerts

Théâtre-Français

PAILLASSE. — CAVALLERIA RUSTICANA

Le rôle de Canio, dans « Paillasse », a valu un nouveau succès au ténor Sallès, qui, prenant plus d'assurance devant le public, met en valeur avec plus d'aisance ses qualités réelles de chanteur et de comédien. Avec lui, Mme Mellicen Midza, dans le rôle de Nedda, fut souvent applaudie, car, douée d'une voix facile et bien timbrée, elle a la sensibilité qui émeut et une science vocale lui permettant de traduire facilement l'expression de la phrase musicale.

Mme Mellicen Midza fut également fort appréciée dans le rôle de Santuzza, de « Cavalleria rusticana ». Le ténor Decourcelle fut de nouveau un excellent Turridu.

Appolo-Théâtre

LA BELLE HELENE

« La Belle Hélène », d'Offenbach, est un opéra-bouffe et pas un opéra-comique. C'est cependant plutôt en opéra-comique que Mme Marguerite Carré nous le présente dans le rôle d'Hélène, qu'elle joue en ce moment à l'Apollo. Voix émise avec un art exquis, diction extrêmement précise, jeu plein d'agrément et finement nuancé, de l'esprit et du charme, voilà évidemment des qualités auxquelles des spectateurs ne seront jamais indifférents et qui assurèrent à Mme Marguerite Carré un succès très franc et très mérité. Mais il y a dans le livret de Meilhac et Halevy un esprit un peu gros sel et souvent poussé à la charge, qui est précisément ce qui constitue le fond, le caractère de l'opéra-bouffe et auquel Mme Carré se garde volontairement de donner un suffisant relief. Le rôle est joué de façon ravissante, mais pas dans la tradition.

La musique d'Offenbach brave les années. Plus que le livret elle a conservé la fraîcheur et la jeunesse. Elle eut de bons interprètes en MM. Chambon (le berger Pâris), Gamy (Ménélas), Bédué (Agamemnon), Darnois (Calchas), Mario (le bouillant Achille), Laban et Delacroix (les deux Ajax); Mmes Lya Ceddès (le jeune fôtard Oreste), Serrano (Léena), Marcelly (Parthœnis).

Mise en scène soigneusement appropriée par M. Gamy. Orchestre habilement mis au point par M. Bardou.

C. P.

Trianon-Théâtre

Tous les soirs, « LE TRUC DU BRESILIEN », le meilleur vaudeville du répertoire moderne. Pour cette création sensationnelle, tous les artistes paraîtront devant le public : **Fertinel, Duplessis, Roger Guise**, etc.; **Renée Frank, Simonne Joubert**, etc. — Prudent de louer, rue Franklin.

Alhambra-Théâtre

« LE CŒUR A SES RAISONS », comédie de Flers et Caillavet, et **LES CAMELIAS**, danseuses modernes.

Alcazar-Théâtre

Samedi soir, dimanche en matinée et soirée, trois représentations extraordinaires de « **LA GRACE DE DIEU** ». La partie musicale, très importante, a fait l'objet des soins particuliers de la direction. — Location au théâtre.

Saint-Sava

Fête des écoles serbes

A l'occasion de cette fête, les étudiants yougo-slaves de Bordeaux organisent une matinée à la salle Franklin pour le dimanche 26 janvier courant, à 14 h. 30.

Au programme figure l'amusante comédie de M. Gaston Duthil : « Fin de Mois », plus une partie de concert comprenant des poésies et des chants serbes et français, qui seront interprétés dans les deux langues par des artistes et amateurs des deux nationalités. Au cours de cette fête, M. Ermend Bonnal, l'éminent organiste, voudra bien se faire entendre.

Les amis des Serbes, Croates et Slovènes y sont invités. Nous espérons qu'ils y viendront nombreux apporter le témoignage de leur sympathie aux étudiants, en ce jour de « Slava ».

Hôpital auxiliaire n° 214 (Gratry)

Voici le programme de la messe du dimanche 26 janvier, à 10 heures :

1. Entrée (Wetge), harmonie Saint-Ferdinand, direction Ch. Meilhan); 2. Psaume 92 (R. Terry), chœurs; 3. « Célébrons le Seigneur ! » (Rupès), M. Edmond Lapeyre; 4. « Sanctus » (Gounod), M. Ruy de Labenne; 5. « D'un Cœur qui t'aime » (Gounod), MM. de Labenne et Lapeyre; 6. Sortie (Turine), harmonie Saint-Ferdinand.

« Les enfants de nos régions libérées meurent faute de lait. Le seul aliment qui réponde aux desiderata de la science et dont la teneur en calories est à peu près égale à celle du lait naturel, c'est la « Farine Tutélaire » lactée, sucrée, dont le docteur PERCHERON a fixé la composition. Une cuillerée de cette farine fournit à nos tout petits un aliment léger et sain qui satisfait à leur besoin. Elle assure aussi aux estomacs délicats ou affaiblis une suralimentation indispensable par ces temps de restrictions. » BECH.

La « Farine Tutélaire » est la seule qui ne constipe pas, se prépare à l'eau et ne contient pas de phosphates chimiques; elle n'est pas cuite et recuite, à l'encontre des autres produits. En vente partout. Gros : Etablissements Percheron, 25, rue de la Pompe, Paris.

SPECTACLES

VENDREDI 24 JANVIER

FRANÇAIS. — 8 h. 30 : « Le Prophète ».
APOLLO. — 8 h. 30 : « La Belle Hélène », avec Marguerite Carré.
BOUFFES. — 8 h. 30 : Music-Hall, avec Nibor.
TRIANON. — 8 h. 45 : « Le Truc du Brésilien ».
SCALA. — 8 h. 30 : « La Revue de la Femme ».
ALHAMBRA. — 8 h. 30 : « Le Cœur a ses raisons », comédie; les Camélias, danseuses mod.
CINÉ-VARIÉTÉS, 202, rue Sainte-Catherine
Du vendredi à dimanche, en matinée et soirée : « VENDEMIAIRE », 2e épisode, merveilleux film patriotique d'actualité, interprété par **R. CRESTE**, l'inoubliable créateur de « JUDEX »; « MASCAMOR », avant-dernier épisode; « LE DESTIN ». ACTUALITES, etc.

MODERN-CINEMA place Picard
Vendredi 24, samedi 25, soirées à 9 heures. Dimanche, matinée 3 heures; soirée 9 heures. « LE SECRET DE LA COMTESSE », grand drame en 4 parties. — « MASCAMOR », 5e épisode. — « MAX LINDER ENTRE DEUX FEUX », etc.

Alhambra-Théâtre-Cinéma
Tous les jours, sur la scène : « LE CŒUR A SES RAISONS », comédie, et **LES CAMELIAS**, danseuses modernes.
A l'écran : « L'EPOPEE DE NAPOLEONETTE » et « LA VOIX SUR LE FIL », premier épisode.

Saint-Projet-Cinéma
Le premier épisode tant attendu de « LA VOIX SUR LE FIL », projeté sur l'écran depuis aujourd'hui, a obtenu le succès escompté. « BOB », comédie exclusivité Gaumont et d'attrayantes nouveautés corsent ce programme de choix. — Lundi, « FROU-FROU », véritable chef-d'œuvre cinématographique.

Cinéma Arès-Judaïque,
37, boulevard du Président-Wilson, 37
Ce soir : « LE TOURNANT », célèbre comédie dramatique en 4 part., interprétée par les illustres artistes Suzanne Grandais, Signoret, etc. « Sur la Pente mortelle », 6e ép. de « l'Héroïne du Colorado. Actualités, voyages, comiq., etc.

THEATRE GIRONDIN, chemin de Pessac
Vendredi, à 8 h. 30; samedi, à 8 h. 30 : « Madame Qui ? »; « Héroïne du Colorado » (fin); « La Voix sur le Fil ». Intermède av. Léo Fraisse, baryton.

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Vous tous qui voulez aider à soigner les blessés, à hospitaliser les malades et à secourir nos régions envahies, employez le timbre de la Croix-Rouge : 0 fr. 15 p. affr., + 0 fr. 05. En vente, Poste et Tabac.

Les Sports à Bordeaux

FOOTBALL RUGBY

ROCHEFORTAIS CONTRE SABECISTES

Ce sera le grand match de la journée, dimanche, au Stadium. Les Rochefortais, champions des Charentes, qui furent les adversaires des stadistes la saison dernière, en quart de finale de la Coupe de l'Espérance, sont appelés, cette année encore, à se mesurer aux champions de la Côte d'Argent, et comme les Sabecistes sont actuellement en tête du classement dans la compétition régionale, il y a beaucoup de chances pour que le S. A. rochefortais et le S. A. B. E. C., qui vont se « tâter » dimanche, se retrouvent bientôt face à face, mais cette fois en match officiel.

La rencontre de dimanche présentera donc un intérêt qu'il n'est pas besoin de souligner.

LIBOURNAIS CONTRE RUGBYMEN

Dimanche, sur son terrain de Musard, rue de la Liberté, à Bègles, l'équipe première du Rugby-Club bordelais recevra l'équipe correspondante de l'Union athlétique libournaise.

A la veille de la finale des championnats, cette partie sera très intéressante à suivre; les sportsmen bordelais seront désireux de connaître la valeur de l'équipe libournaise qui, n'ayant qu'un seul match perdu et un match nul, pourrait fort bien dérouter les pronostics.

TESTERINS CONTRE STADISTES (2)

Dimanche, l'Union sportive testerine donnera sur le terrain du Bouscat la réplique à l'équipe réserve du S. B. U. C. Ce sera pour nos jeunes stadistes un excellent entraînement avant leur dernière partie de championnat de la Côte-d'Argent (équipes deuxièmes) contre le Rugby-Club rochelais. Entrée générale : 1 fr.

Tout vrai Sportif doit lire "SPORTS"
le grand hebdomadaire où collaborent toutes les compétences.
René Herbert, René Pujol, Marc Narkiewicz, Henry Cornat, Hermann Tasia, René Mathey-Cornat, Saint-Félix, L'Allier-gauche, etc., publient cette semaine des articles du plus haut intérêt.

COMMUNICATIONS

TAXE SUR LES BALCONS ET BOW-WINDOWS. — Le rôle B. B. n. 8, année 1919, relatif à la taxe annuelle due à la Ville pour les balcons et les bow-windows vient d'être mis en recouvrement, et les contribuables qui y sont portés doivent s'acquitter du montant de leur cote dans les délais fixés.

ASSOCIATION REPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS. — Réunion le 26 janvier, à 9 h. 30, à l'Athénée. Ordre du jour : Adhésions, cotisations, compte rendu du Congrès, propagande, questions diverses.

SYNDICAT LITHOGRAPHIQUE. — Réunion générale dimanche 26 courant, à 10 heures. Présence indispensable.

SYNDICAT DES CUISINIERS. — 50e distribution des bons de solidarité, dimanche 26 janvier, de 9 h. à 11 h.

EMPLOYES DE COMMERCE. — Les membres de la caisse mutuelle des décès des employés de commerce de Bordeaux sont priés de bien vouloir assister à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu le dimanche 26 courant, à 10 heures du matin, 6 et 8, rue des Trois-Conils. Ordre du jour : Lecture du procès-verbal de la précédente assemblée générale; compte rendu financier; rapport annuel du président; questions diverses; élection des conseillers sortants.

SCOUTISME. — Les Eclaireurs de France, 5, rue Fondaudège. Réunions du dimanche 26 janvier, à 9 h., au siège social : conseil de troupe, commission des fêtes; 13 h. 30, au local, réunion des éclaireurs. Sortie, tenue pèlerine dans le sac, bâton.

Chemin de fer d'Orléans

Sous réserves des restrictions en vigueur, les marchandises se rapportant aux déclarations d'expédition numérotées de 4,501 à 5,500 (série P. D.) seront acceptées par la gare de Bordeaux-Bastide le lundi 27 janvier 1919.

COURS ET CONFÉRENCES

FACULTE DES SCIENCES. — La leçon d'ouverture du cours de Sylvonomie professé par M. Paul Descombes, directeur honoraire des manufactures de l'Etat, aura lieu mardi prochain 28 janvier, à 5 heures, dans l'un des amphithéâtres de la Faculté des sciences, cours Pasteur, et le cours sera continué les mardis suivants, à la même heure.

POUR FETER LA VICTOIRE, il faut bien se porter.

Pour bien se porter, il ne faut pas souffrir du froid.

Pour ne pas souffrir du froid, il faut, avant de sortir le matin, bien se lester l'estomac.

Pour bien se lester l'estomac, il faut déjeuner avec le **NEWCAO**.

NEWCAO est riche en calories. C'est le déjeuner des vrais gourmets et des délicats.

NEWCAO est sucré, exquis, fortifiant, éminemment assimilable et digestif.

C'est une friandise saine, ce n'est pas un médicament.

NEWCAO est en vente dans les bonnes maisons d'alimentation en boîtes de 250 gr. net (16 déjeuners) Gros Etablissements Louis Michel, 99, rue Oberkampf, 99, Paris (XIe).

CHRONIQUE MARITIME

COMPAGNIES

GENERALE TRANSATLANTIQUE. — Le paquebot « Martinique », qui quittera Bordeaux vendredi soir à destination de Casablanca et Mogador, emporte 410 passagers, dont 210 de cabine et 200 militaires, en outre un chargement de diverses marchandises.

— Le paquebot « Figuig », courrier du Maroc qui vient de terminer des travaux de réparations effecuées aux Chantiers de la Gironde, reprendra ses voyages sur la ligne à partir du 30 janvier.

— Le paquebot « La-Lorraine », parti de Bordeaux le 19 janvier, a été signalé au large des Açores le 22 courant, en route pour New-York.

La Crue

Le bureau du port nous communique la note suivante :

Marmande, hauteur de la Garonne : le 23 janvier, à 6 heures et 7 heures, 5 m. 73 et 5 m. 80.

La Réole, hauteur de la Garonne : le 23 janvier, à 21 heures, 4 m. 43; le 22, à 6 heures et 8 heures, 5 m. 22 et 5 m. 28.

MOUVEMENT DU PORT DE BORDEAUX

BORDEAUX, 23 janvier

Montés en rade :

St. arg. Ardgrown, de New-York. — St. norv. Rudolf; st. dan. Smit, de Cardiff. — Nav. hol. Prima, de Porto. — Dund. fr. Camille, de La Pallice; Jean-Jacques, de Saint-Martin-de-Ré.

Ont fait au bureau du port leurs déclarations de descente :